



## **MEMORANDUM N° 77/2011**

**09/05/2011**

### **SUMMARY:**

**ONE)-11 TO THURSDAY 12 MAY: 8TH EURO-MEDITERRANEAN MINISTERIAL MEETING ON INDUSTRY - Page 2**

**TWO) - COMMISSIONER PIEBALGS VISITS THE REPUBLIC OF SUDAN AND SOUTH SUDAN – Page 2**

**THREE) – EU COMMISSION TO EXCLUDE 86 COUNTRIES FROM TRADE PREFERENCES – Page 2**

**FOUR) - 800 IMMIGRANTS ARRIVE AT LAMPEDUSA - Page 3**

**FIVE) – U.S. REINFORCE ANTI-TERRORIST COOPERATION WITH FRANCE - Page 3**

**SIX) – LIBYA ENEMIES GROUP SETS FUND FOR ARMED REBELS - Page 3**

**SEVEN) – ITALY URGES ALLIES TO RECOGNIZE LIBYA ARMED REBELS - Page 4**

**EIGHT) – DENMARK, NETHERLANDS, SPAIN RECOGNIZE REBELS, SAY REBELS - Page 4**

**NINE) – RED CROSS EVACUATES 1,381 NIGERIANS FROM MISRATA - Page 4**

**TEN) – FRANCE EXPELS 14 ACCREDITED LIBYAN DIPLOMATS - Page 5**

**ELEVEN) – GIVING FROZEN ASSETS TO ARMED REBELS IS PIRACY, SAYS LIBYA - Page 5**

**TWELVE) – MOROCCAN POLICE ARRESTS MARRAKESH SUSPECTS - Page 5**

**THIRTEEN) – ALGERIA WANTS TO CHANGE ASSOCIATION ACCORD WITH THE EU TO CORRECT TRADE IMBALANCE - Page 6**

**FOURTEEN) - U.S. SEES DANGEROUS STANDOFF IN SUDAN'S ABYEI - Page 6**

**FIFTEEN) – OUATTARA FORMALLY PROCLAIMED IVORY COAST PRESIDENT – Page 7**

## **ONE)-11 TO THURSDAY 12 MAY: 8TH EURO-MEDITERRANEAN MINISTERIAL MEETING ON INDUSTRY**

European Commission Vice-President Antonio Tajani will participate in the 8th Euro-Mediterranean Ministerial Meeting on Industry taking place on 11th and 12th May in Malta. The conference is the first occasion for an open discussion on concrete actions to support Small and Medium-Sized Enterprises and entrepreneurship, following the adoption last March of the "Partnership for Democracy and Prosperity" strategy. It will also highlight the need to promote the 2011-2012 work programme in support of Euro-Mediterranean industrial cooperation. In addition, the implementation of the Euro-Mediterranean Charter for Enterprise will be dealt with. Vice-President Tajani will contribute to a review of the work done in 2009-2010, as well as partaking in a session on preparing and concluding Agreements on Conformity Assessment and Acceptance of Industrial Goods (ACAAs).

This is the 8th Ministerial meeting since 1996, the meetings take place every two years. Euro-Mediterranean industrial cooperation unfolds within the framework of the European Neighbourhood Policy and the Union for the Mediterranean. The purpose of the cooperation process is to bring industrial policy on both sides of the Mediterranean closer together in order to help business to go international - to trade, invest and engage in partnerships at Euro-Mediterranean level.

## **TWO) - COMMISSIONER PIEBALGS VISITS THE REPUBLIC OF SUDAN AND SOUTH SUDAN**

Development Commissioner Andris Piebalgs will visit the Republic of Sudan and South Sudan on a three-day official visit - the first by a European Commissioner since the referendum took place earlier this year. The Commissioner is expected to underline that the European Commission stands ready to do all it can to support the new country of South Sudan when it gains independence on the 9 July and to discuss future development assistance and dialogue with the Republic of Sudan. In Khartoum, he will meet with Vice-President Taha and in Juba, with South Sudanese President, Salva Kiir Mayarditt as well as other representatives of both governments and the international donor community.

Decades of civil war have left South Sudan extremely poor, with numerous humanitarian and socio-economic challenges to cope with in the context of limited governance capacity and political fragility. One child in ten still dies before its first birthday and less than only one percent of girls complete primary education.

## **THREE) – EU COMMISSION TO EXCLUDE 86 COUNTRIES FROM TRADE PREFERENCES**

Bruxelles envisage de réduire de moitié la liste des 176 qui bénéficient actuellement d'un régime de préférences commerciales dit "GSP" accordé par l'Union européenne aux pays en développement, à partir de 2014, a-t-on appris jeudi de source européenne. Un projet actuellement discuté à la Commission européenne prévoit de réduire la liste des pays bénéficiaires "de 176 pays actuellement à environ 90 pays", soit la suppression de 86 pays, a indiqué à l'AFP une source européenne. Motif avancé: des pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie ou le Maroc sont aujourd'hui classés par la Banque mondiale comme des "pays à revenu intermédiaire" (PRI) et ce régime préférentiel accordé au nom de la lutte contre la pauvreté "paraît de plus en plus difficile à justifier" à leur égard, a-t-elle précisé. D'autres pays membres de zones de libre échange avec lesquels l'UE a conclu des accords seraient aussi rayés de la liste, selon l'hebdomadaire [European Voice](#). L'Inde en particulier a beaucoup à perdre d'une telle mesure, puisque la moitié de ses exportations vers l'UE ont bénéficié de ces tarifs préférentiels. Le projet du commissaire européen au Commerce Karel De Gucht se heurte à des résistances de plusieurs de ses collègues au sein de la Commission, mais aussi des Etats membres, a expliqué une source européenne. "Certains notamment avancent le risque que le projet affecte particulièrement les pays les plus vulnérables, car le classement des PRI de la Banque mondiale regroupe un éventail très large de pays", a-t-elle précisé à l'AFP. Le Cap Vert, le Botswana ou l'île Maurice pourraient être particulièrement touchés par une telle mesure. Un compromis est en cours de discussion, qui prévoirait de "leur accorder un délai pour leur laisser le temps de se retourner", selon cette source. Le programme GSP 2009-2011, dont le but principal est de contribuer à la réduction de la pauvreté, au développement durable et la bonne gouvernance, est actuellement accordé à 176 pays. Il accorde des tarifs douaniers préférentiels, voire pas de droits de douane du tout, sur plus de 6.200 produits. Le programme GSP accorde également des avantages supplémentaires (GSP+)

aux pays qui s'engagent à respecter des conventions internationales de droit du travail et de droits de l'Homme. Par ailleurs quelque 49 pays parmi les moins avancés bénéficient d'une abolition des droits de douanes dans le cadre du sous-programme "Tout sauf les armes". (AFP)

#### **FOUR) - 800 IMMIGRANTS ARRIVE AT LAMPEDUSA**

Au moins 760 immigrants en provenance d'Afrique ont emprunté à nouveau jeudi des bateaux de fortune pour se rendre sur l'île italienne de Lampedusa, a-t-on appris auprès de la police et de la capitainerie du principal port de l'île. A la faveur de bonnes conditions météorologiques, quatre embarcations ont déjà accosté, et une cinquième était attendue dans la nuit. La plupart des nouveaux arrivants viennent de l'Afrique sub-saharienne, et fuient souvent la guerre en Libye. Une minorité est constituée de Tunisiens. Depuis le début de l'année, près de 30.000 migrants ont débarqué en Italie d'Afrique du Nord, notamment après les révoltes en Tunisie et en Libye. Ils sont arrivés pour la plupart sur l'île de Lampedusa, territoire italien de 20 km<sup>2</sup> situé à moins de cent kilomètres des côtes nord-africaines. Le représentant en Italie du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Laurens Jolles, a critiqué devant la presse "le ton alarmiste" adopté par les autorités italiennes pour évoquer l'immigration en provenance d'Afrique. Selon M. Jolles, 23.000 personnes sont arrivées depuis le début de l'année de Tunisie et la majeure partie d'entre elles sont déjà reparties dans d'autres pays européens. Dans la même période, environ 8.000 migrants sont venues de la Libye en guerre, alors que 700.000 autres fuyant les combats dans ce pays ont été accueillies en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays africains, a observé ce responsable du HCR. (AFP)

#### **FIVE) – U.S. REINFORCE ANTI-TERRORIST COOPERATION WITH FRANCE**

Les Etats-Unis renforcent leur coopération avec la France et d'autres pays européens pour lutter contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), a indiqué jeudi un responsable américain devant le Congrès quatre jours après la mort d'Oussama Ben Laden. "Nous renforçons notre coopération avec la France et d'autres partenaires européens pour entraver l'évolution d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, en renforçant la gouvernance dans le nord du Mali", a dit l'ambassadeur Daniel Benjamin coordinateur pour l'antiterrorisme au département d'Etat. Ces commentaires interviennent alors que les autorités maliennes craignent que la mort d'Oussama Ben Laden entraîne une plus grande radicalisation d'Aqmi. Le chef de la diplomatie malienne Soumeylou Boubeye Maïga a estimé cette semaine dans un entretien au Monde que "d'un côté, Aqmi se voit privée de sa principale source d'inspiration idéologique et opérationnelle; de l'autre, l'événement accroît à court terme le risque d'une fuite en avant". Le secrétaire adjoint à la Sécurité intérieure chargé des Affaires internationales Mark Koumans, a insisté sur la nécessité de continuer les efforts de lutte antiterroriste. "La mort de Ben Laden ne représente pas la fin de notre effort de sécurité", a dit M. Koumans. Les deux hommes ont insisté sur l'importance de la coopération entre les Etats-Unis et ses alliés européens en matière de sécurité. (AFP)

#### **SIX) – LIBYA ENEMIES GROUP SETS FUND FOR ARMED REBELS**

Le groupe de contact sur la Libye, réuni jeudi à Rome, a décidé de créer un "fonds spécial" afin d'aider les rebelles, pour lesquels les Etats-Unis ont déjà décidé de puiser dans les avoirs, gelés, du régime de Mouammar Kadhafi. "Un soutien économique plus fort est nécessaire", a déclaré le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini à l'ouverture de la réunion en annonçant "l'établissement d'un fonds spécial". Sous le nom de mécanisme financier temporaire, il "permettra à des fonds d'être transférés effectivement et de manière transparente au Conseil national de transition" (CNT), l'organe politique de la rébellion, a-t-il précisé. Le chef de la diplomatie italienne a souligné qu'il fallait de manière urgente pouvoir lever les fonds gelés à la demande du CNT, pour des raisons humanitaires. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a annoncé que les Etats-Unis allaient "bâtir une législation" pour leur permettre de "puiser dans une partie des fonds détenus par Kadhafi et le gouvernement libyen aux Etats-Unis, afin que nous puissions rendre ces fonds disponibles pour aider le peuple libyen". Les avoirs libyens bloqués aux Etats-Unis représentent plus de 30 milliards de dollars et ceux qui sont bloqués dans l'Union européenne sont estimés à une somme du même ordre de grandeur. "Cet argent appartient au peuple libyen, et l'Italie et la France ont

déjà exhorté les organismes compétents de l'Union européenne à trouver une solution", a déclaré M. Frattini. Le responsable de l'économie du CNT, Ali Tarhoni, a averti mardi que l'économie libyenne risquait l'effondrement et a demandé "des lignes de crédit" de "deux à trois milliards d'euros" à la France, aux Etats-Unis et à l'Italie. Les insurgés entendent "fournir de l'aide médicale, des vivres, maintenir des fonctions minimales comme l'électricité, les hôpitaux", a expliqué le porte-parole du CNT Mahmoud Chamame. (AFP)

#### SEVEN) – ITALY URGES ALLIES TO RECOGNIZE LIBYA ARMED REBELS

L'Italie souhaite qu'un maximum de ses alliés reconnaissent le Conseil national de transition (CNT), l'organe des insurgés libyens, a déclaré jeudi à Rome le ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini, au début d'une réunion du Groupe de contact pour la Libye. "J'espère que de plus en plus de partenaires envisageront d'établir des relations bilatérales avec le CNT", a indiqué M. Frattini devant une assemblée constituée de 22 pays, 6 organisations internationales et 6 organismes ou pays observateurs. "Cela permettra de renforcer nos partenaires de Benghazi et d'accroître le sentiment d'isolement du régime de Kadhafi", a estimé le chef de la diplomatie italienne. Le 4 avril, l'Italie avait été le troisième pays à reconnaître le CNT comme son interlocuteur légitime après la France et le Qatar. Dans son discours, M. Frattini a aussi jugé nécessaire que le groupe de contact "montre son unité face aux tentatives de Kadhafi de diviser la communauté internationale". "Nous ne devons pas laisser une Libye divisée et instable comme terrain de jeu pour les mercenaires de Kadhafi", a-t-il dit. Le message du groupe de contact doit être de "maintenir la pression, en utilisant tous les moyens légitimes et avec le but aussi de convaincre l'entourage de Kadhafi de se joindre aux nombreux cas de défection", a-t-il ajouté. Sur le plan politique, le groupe doit travailler à "un cessez-le-feu effectif" avec un retour des combattants à leur quartier général et " le démarrage d'un processus pour créer une Libye démocratique", a indiqué M. Frattini. Il a souligné le rôle de l'envoyé spécial de l'ONU, Adbel-Elah al-Khatib, pour "créer les conditions d'un dialogue politique afin de résoudre la crise". (AFP)

#### EIGHT) – DENMARK, NETHERLANDS, SPAIN RECOGNIZE REBELS, SAY REBELS

Les rebelles libyens ont annoncé jeudi que le Danemark, l'Espagne et les Pays-Bas avaient rejoint les pays ayant reconnu le Conseil national de transition (CNT) mis en place par l'opposition comme représentant la Libye. **NO, WE HAVEN'T, SAYS THE NETHERLANDS** Les Pays-Bas ont démenti jeudi avoir reconnu le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique des insurgés libyens, après que le CNT eut affirmé plus tôt dans la journée que les Pays-Bas, entre autres, l'avaient reconnu. **NO, WE HAVEN'T, SAYS SPAIN** L'Espagne a démenti jeudi avoir reconnu comme représentant de la Libye le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique des insurgés, comme l'avaient affirmé plus tôt les rebelles. **NO, WE HAVEN'T, SAYS DENMARK** Le Danemark a démenti jeudi avoir "formellement" reconnu le Conseil national de transition (CNT) libyen, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. (AFP)

#### NINE) – RED CROSS EVACUATES 1,381 NIGERIANS FROM MISRATA

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a évacué "d'urgence" depuis le 18 avril 1.381 Nigériens de Misrata, troisième ville de Libye assiégée par les forces loyales au dirigeant Mouammar Kadhafi. "Depuis plusieurs semaines, ces gens vivaient dans des conditions épouvantables, sans abris ni installations sanitaires dignes de ce nom, bloqués dans la ville", indique un communiqué du CICR, lu jeudi à la radio-télévision publique nigérienne. Les émigrés nigériens font partie d'un groupe de quelque 2.300 civils évacués de Misrata par bateau vers Tobrouk et Benghazi, dans l'est du pays, précise le CICR. Dans ces deux villes, les Nigériens ont été remis à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui organisera leur retour au Niger, via l'Egypte, ajoute le CICR. Fin avril, l'OIM avait enregistré plus de 57.000 ressortissants d'Afrique de l'Ouest, en majorité des Nigériens, ayant fui depuis le 13 février les violences en Libye pour Dirkou, localité nigérienne proche de la frontière libyenne avant d'atteindre Agadez, à trois jours de route. Parmi ces migrants, tous arrivés par la route à bord de camions, 54.000 Nigériens ont été dénombrés et 3.200 ressortissants ouest-africains d'autres nationalités, selon l'OIM. Les plus démunis sont pris en charge par la Croix-Rouge ou Médecin sans frontière (MSF) avant d'être acheminés vers leur village ou pays respectif. 3.163 Nigériens ont été rapatriés par avion depuis la Tunisie ou l'Egypte. Des centaines de milliers ressortissants d'Afrique de

l'Ouest vivaient et travaillaient (en majorité clandestinement) en Libye, pays pétrolier considéré comme un eldorado avant le déclenchement du conflit entre la rébellion et le régime Kadhafi. (AFP)

#### **TEN) – FRANCE EXPELS 14 ACCREDITED LIBYAN DIPLOMATS**

France expelled 14 Libyan diplomats on Friday due to their loyalty to the government of Muammar Gaddafi, the French foreign ministry said. "The decision (to expel them) was taken some time ago, but there was a process to follow," said a French diplomat, who asked not to be named. "Many of these people were using their status as diplomats as a cover." France and Britain are pressing to toughen a NATO bombing campaign against troops loyal to Muammar Gaddafi as part of a U.N.-mandated effort to protect Libyan civilians. In a statement, the ministry said the diplomats were "persona non grata" and given between 24 and 48 hours to leave the country. (Reuters)

#### **ELEVEN) – GIVING FROZEN ASSETS TO ARMED REBELS IS PIRACY, SAYS LIBYA**

The Libyan government rejected on Thursday U.S. plans to unblock its frozen assets and give them to rebels fighting Muammar Gaddafi, saying such a move was piracy and would undermine the global financial system. U.S. Secretary of State Hillary Clinton told anti-Gaddafi countries meeting in Rome that Washington would try to pass legislation to unblock frozen Libyan assets and hand them to the rebels who have seized eastern Libya. Washington has frozen about \$30 billion in such assets since the Libyan revolt began in February, but there are legal obstacles to enabling the money to be used. "Any use of the frozen assets is like piracy on the high seas," said Libya Deputy Foreign Minister Khaled Kaim. "They (the rebels) are not a legal entity. They are not a country. The country is not divided according to a referendum or to a United Nations resolution," he told journalists. "This is illegal ... If we stay silent about it, I think we will be living in a jungle." Kaim said handing Libyan assets to the rebels would discourage wealthy countries from investing abroad, for fear their cash would be seized and handed to rebel groups at the first sign of domestic unrest. He said that Libya had more than \$140 billion invested abroad and that the Libyan central bank had transferred 700 million Libyan dinars (\$571 million) to its Benghazi branch in February to pay for six months of salaries and other expenses. He condemned pledges by Western and Arab countries opposed to Libyan leader Gaddafi to set up a fund to help the rebels, who are desperately short of cash, saying the mechanism was illegal and there was no way to monitor the way the money was spent. "Where was the 700 million spent?" he said. "On arming rebels or dividing among the nine people on the self-appointed council?" (Reuters)

#### **TWELVE) – MOROCCAN POLICE ARRESTS MARRAKESH SUSPECTS**

Une semaine après l'attentat de Marrakech, trois Marocains ont été arrêtés, dont l'auteur principal présumé qui, selon les autorités marocaines, est lié à Al-Qaïda et a fabriqué la bombe qui a tué 16 personnes, dont 8 Français. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur marocain, l'auteur principal présumé est "imprégné de l'idéologie jihadiste" et a fait "allégeance à l'organisation Al-Qaïda". Il "avait déjà entrepris plusieurs tentatives pour rejoindre certains foyers de tension notamment la Tchétchénie et l'Irak avant de décider de perpétrer un acte terroriste à l'intérieur du Maroc", affirme le ministère. "Après s'être initié à la fabrication d'explosifs sur internet, il a mis au point deux engins explosifs, commandés à distance", poursuit le ministère. Il s'est fait passer pour un touriste afin d'accéder au café Argana, sur la place Jamâa El-Fna, coeur touristique de Marrakech, selon cette source. Les trois Marocains ont été arrêtés jeudi après-midi à Safi (350 km au sud de Casablanca), selon une source sécuritaire, qui a affirmé qu'ils avaient des "antécédents", et étaient connus pour avoir "participé au recrutement de combattants pour l'Irak". Les autorités marocaines avaient très tôt assuré que le mode opératoire de l'attentat rappelait celui adopté par Al-Qaïda. Selon la loi anti-terroriste au Maroc, les suspects peuvent rester en garde à vue jusqu'à 12 jours. Ils seront ensuite présentés devant le procureur du tribunal anti-terroriste de Rabat, qui leur notifiera les accusations, puis les placeront en détention provisoire en attendant d'être présentés devant un juge d'instruction. Cet attentat est le plus grave qu'ait connu le Maroc depuis les attaques de Casablanca en mai 2003 qui avaient fait 45 morts dont 12 kamikazes. Jeudi, des enquêteurs cités par l'agence marocaine Map ont indiqué que plusieurs personnes avaient été auditionnées puis relâchées dans le cadre de l'enquête. La veille, le chef de la diplomatie française, Alain

Juppé, a indiqué que deux suspects auraient été identifiés. Selon une source proche de l'enquête, il s'agissait notamment d'un homme connu des services marocains, présenté comme ayant des liens avec l'organisation Al-Qaïda au Maghreb islamiste (Aqmi) et qui aurait été identifié par des témoins auxquels un portrait-robot a été présenté. Cet homme avait été interpellé à Madrid en 2007 et condamné à 3 ans de prison au Maroc pour "préparation d'actes terroristes". Il a été récemment libéré mais est recherché par la police qui le soupçonne d'avoir tué un Marocain et blessé un touriste français dans un café touristique à Tanger, mi-avril. Aucune précision n'a été apportée à son sujet jeudi soir. Le jour même de l'attentat, le roi Mohammed VI du Maroc avait ordonné une enquête rapide et transparente et avait exigé que l'opinion publique soit informée de ses conclusions. Le souverain a "ordonné aux ministres de l'Intérieur et de la Justice d'informer l'opinion publique des conclusions des investigations, avec toute la célérité et la transparence requises", selon ce communiqué. Il leur a demandé de le faire "en veillant à dévoiler la vérité, et en s'astreignant à la primauté de la loi et à la préservation de la quiétude et de la sécurité des personnes et des biens, sous l'autorité de la justice". Mardi, après avoir rendu hommage aux victimes françaises, le président Nicolas Sarkozy a assuré que la France ne laisserait pas le "crime" de l'attentat de Marrakech "impuni" et promis que ses auteurs seraient traqués sans relâche. (AFP)

### **THIRTEEN) – ALGERIA WANTS TO CHANGE ASSOCIATION ACCORD WITH THE EU TO CORRECT TRADE IMBALANCE**

Le ministre du Commerce algérien Mustapha Benbada a annoncé jeudi qu'il y aura révision du démantèlement douanier prévu dans l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) à cause d'un déséquilibre des échanges hors hydrocarbures à l'avantage de la partie européenne. Le gouvernement "a décidé de réviser le calendrier du démantèlement douanier pour les produits industriels, ainsi que les avantages préférentiels dont bénéficient les produits agricoles et agroalimentaires" afin de limiter les effets négatifs induits par le démantèlement douanier, a précisé le ministre cité par l'agence APS. Les Algériens ont eu "trois rounds de négociations avec la partie européenne pour faire passer les propositions algériennes visant à prendre des mesures exceptionnelles pour protéger les secteurs agricole et industriel de la concurrence et accorder un délai suffisant, soit jusqu'en 2020, pour leur mise à niveau", a-t-il souligné au Sénat lors d'une séance consacrée aux questions orales. L'Algérie, a-t-il ajouté, a demandé l'application d'une procédure permettant au partenaire de recourir à des mesures préventives pendant une période de cinq ans, en plus de trois ans d'exonération, pour que ses entreprises soient prêtes à concurrencer leurs homologues européennes. Dans le cadre de la révision demandée par l'Algérie, la date d'entrée en vigueur de la zone de libre-échange, prévue initialement en 2017, sera repoussée à 2020, a précisé le ministre. Les importations de l'Algérie en provenance de l'UE sont passées de 11,2 milliards de dollars en 2005 à 20,6 milliards en 2010, a indiqué M. Benbada. Au plan financier, le démantèlement douanier a coûté au Trésor public près de 2,5 milliards de dollars depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE, selon le ministre. L'Algérie a bénéficié de programmes de mise à niveau au profit des entreprises économiques et d'assistance technique au profit du secteur industriel national dans le cadre de l'accord, a-t-il rappelé. (AFP)

### **FOURTEEN) - U.S. SEES DANGEROUS STANDOFF IN SUDAN'S ABYEI**

The United States on Thursday expressed growing alarm over Sudan's disputed Abyei region, warning it was escalating into a situation that could imperil the country's landmark 2005 peace deal. "We are very concerned about recent developments there and the build up of forces in Abyei," State Department spokesman Mark Toner told a news briefing. "This is a dangerous standoff and its unacceptable. We condemn the deployment of forces by both sides." Soldiers from north Sudan's army clashed with southern forces in Abyei, killing 14, the United Nations said this week in the latest violence in the contested region. Last week, Sudanese President Omar Hassan al-Bashir said he would not recognize south Sudan as an independent state if it did not give up a claim on Abyei -earning a rebuke from the United States. The U.S. special envoy for Sudan, veteran diplomat Princeton Lyman, is in the region and met recently with south Sudan leader Salva Kiir as well as with United Nations and African Union representatives. Toner said the United States was concerned that troop movements by both sides violated the 2005 peace deal that underpins the secession plan, and urged them not to escalate the situation further. Sudan's north and south have fought for all but a few years since 1955 over oil, ethnicity, religion and ideology. Abyei residents were also supposed to have a referendum in January over whether to join the north or south. Disputes over who could vote derailed that ballot and talks

over the status of the region have stalled. Northern and southern leaders have also made little progress in talks over a range of issues including how they will divide up debts and assets, and how the south might pay the north to transport oil after the split. (Reuters)

#### FIFTEEN) – OUATTARA FORMALLY PROCLAIMED IVORY COAST PRESIDENT

Alassane Ouattara a été officiellement proclamé président de la République de Côte d'Ivoire par le Conseil constitutionnel jeudi, après cinq mois de crise née de la contestation de la présidentielle du 28 novembre par le chef d'Etat sortant Laurent Gbagbo, arrêté le 11 avril. Le Conseil constitutionnel "proclame M. Alassane Ouattara président de la République", a déclaré Paul Yao N'Dré, président du Conseil et proche de M. Gbagbo. Le nouveau président prêtera serment dès vendredi. Ironie de l'Histoire, le 3 décembre 2010, c'est le même Paul Yao N'Dré qui avait proclamé Laurent Gbagbo réélu président avec 51,45% des suffrages au scrutin de novembre, ouvrant alors la plus grave crise de l'histoire du pays. Le Conseil venait d'invalider les résultats de la commission électorale indépendante, pourtant certifiés par l'ONU, qui donnait M. Ouattara vainqueur avec 54,1% des votes. La victoire de M. Ouattara avait été reconnue par l'ensemble de la communauté internationale -les Etats-Unis, la France, ancienne puissance coloniale, et l'Union africaine notamment ...-, qui avait réclamé le départ de M. Gbagbo, lequel refusait. Ce dernier a finalement été arrêté le 11 avril, après quatre mois de crise et 15 jours de guerre, qui ont fait près de 3.000 morts, selon les autorités, et environ un million de déplacés. Le Conseil constitutionnel a proclamé M. Ouattara président après avoir "fait siennes" les décisions "contraignantes" prises par l'Union africaine (UA) qui avait reconnu M. Ouattara comme nouveau président et pressait M. Gbagbo de partir, a déclaré M. Yao N'Dré, en lisant la décision du Conseil. Dans sa décision, le Conseil précise également que la Côte d'Ivoire étant membre de l'UA, "les normes et dispositions internationales acceptées par les organes nationaux compétents ont une autorité supérieure à celles des lois et décisions juridictionnelles internes". (AFP)

Fernando Matos Rosa

Brussels

